

POUR RECEPTION PNC

CREATION BENI
FORUM DE PAIX

Vice-Verdetti
17/11/2023
Pog Noun

FORUM DE PAIX

F.P

Beni, Nord-Kivu, RDC
Tél : +243 997 287 222

E-mail : forumpaixbeni2016@gmail.com
Site : www.forumdepaix.org

TRIBUNAL POUR ENFANTS
DE BENI
Reçu le 18/11/2023
Numéro 163
Transmis à PRES. I-10E
Jugement

FORUM DE PAIX

3117
DATE: 18.11.2023
BG

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 04.../S.E/FP/2023

Le Forum de Paix appelle le Ministère Public à la tolérance zéro face aux candidats et leurs artisans qui violeront les lois et le code de bonne conduite pendant la campagne électorale

A deux jours du début de la campagne électorale en RD Congo le 19 novembre 2023, conformément au calendrier de la CENI du 13 septembre, le **Forum de Paix** attire l'attention de l'organe de la loi, le parquet (Civil et Militaire), à la vigilance face aux comportements parfois qui vont à l'encontre des principes démocratiquement édictés et aux lois du pays des acteurs politiques pendant les activités de la campagne électorale.

Entant qu'organe ayant la charge de rechercher les infractions aux actes législatifs et réglementaires qui sont commises sur le territoire de la République en matière répressive, à la veille respectivement de la campagne électorale et des élections proprement dites, le **Forum de Paix** observe déjà au sein des communautés quelques comportements et propos des partisans des candidats députés nationaux et provinciaux, qui non seulement violent la loi électorale, mais aussi risquent d'alimenter la haine et de briser les liens de parfaite cohabitation entre communautés, et communautés avec les politiciens.

A titre illustratif, alors que la campagne électorale n'a pas encore commencé, le **Forum de Paix** constate depuis un bon temps la présence des effigies des candidats députés placardées ci et là sur les voies publiques et les caravanes de ceux-ci, souvent accompagnées par des enfants mineurs, à Beni Ville comme en Territoire, sous prétexte que c'est la précampagne. Des réseaux sociaux inondés par des discussions contradictoires, souvent à contre-courant. Ceux qui s'en sortent blessés, se livrent à la vengeance avec des propos haineux et des attaques parfois personnelles, hors du cadre formel des discussions.

La période avant campagne électorale étant caractérisée par une intolérance entre les acteurs politiques et leurs partisans, voire un mépris des lois en la matière ; et si pendant la période de campagne électorale proprement dite les précautions adéquates ne sont pas prises par la justice, afin de réprimer les récalcitrants, les communautés risquent d'assister à toutes sortes d'antivaleurs décriées, notamment les propos haineux, l'utilisation des enfants dans les activités de campagne électorale, les attaques contre les vies privées entre les candidats et entre les partisans, etc., en violation du code de bonne conduite de la CENI qui stipule entre autres, que **les acteurs politiques et leurs formations sont tenus : à la tolérance, à l'honneur et à la courtoisie dans leurs propos lors des débats, au respect mutuel de la dignité, de la vie privée, des effigies, drapeaux et de l'intégrité physique de leurs adversaires.**

Pour y arriver, le Forum de Paix propose entre autres :

Aux Chefs des parquets près les tribunaux de Beni :

D'activer leurs machines pendant toute la période de campagne électorale, en déployant les policiers dans les activités des acteurs politiques, pour observer le strict respect des lois et du code de bonne conduite des acteurs politiques et leurs formations, qui règlementent la campagne électorale, et d'en tirer les conséquences du droit en cas de non observance de ceux-ci ;

Aux responsables des différents partis et/ou regroupements politiques ayant aligné des candidats :

- De procéder régulièrement aux séances d'évaluation à mi-parcours avec les candidats et leurs équipes de campagne, afin de se rassurer de rester dans le strict respect des lois et du code de bonne conduite ;
- De former des brigadiers de surveillance, pour empêcher l'implication des enfants dans leurs activités politiques, de peur de tomber dans le joug du ministère public.

Aux parents et aux chefs des établissements scolaires :

De redoubler la surveillance des mouvements des enfants sous leur contrôle, afin que ces derniers ne soient pas tenter d'intégrer les différentes caravanes de campagne électorale.

Fait à Beni, le 17 novembre 2023


Trésor Malu
Chargé de communication




Justin MATETE
Coordonnateur

18/11/2023
884
Sec KASIKI